

DELIBERATION N° 2019-24

SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

DU 30 AVRIL 2019

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'éducation, notamment ses articles L. 711-1 et suivants, L. 712-1 et suivants,
Vu le Décret 2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu l'arrêté du 14 mai 2010 attribuant les responsabilités et compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines prévues aux articles L. 712-9, L. 712-10 et L. 954-1 à L. 954-3 du code de l'éducation à l'université de Nice,
Vu les statuts de l'UNS,
Vu le règlement intérieur de l'UNS,
Vu la délibération n° 2017-63 du 28 juin 2017, portant délégation de pouvoir du Conseil d'administration de l'UNS à M. Emmanuel TRIC, Président de l'UNS,
Vu l'arrêté n° 11-2018 du 30 janvier 2018, portant délégation de signature du Président de l'UNS à M. Marc DALLOZ, Vice-président du Conseil d'Administration de l'UNS,
Vu le courrier du Crédit Agricole PACA à destination du laboratoire d'anatomie de l'UFR Médecine en date du 7 juillet 2016,
Vu l'avis favorable du conseil de gestion de l'UFR Médecine du 20 mars 2019,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de Mme Anne NAVARRO, Directrice Administrative et Financière,

Considérant que Mme SAUNIER avait souscrit un contrat d'assurance-vie dont les bénéficiaires étaient, d'une part le laboratoire d'anatomie de l'UFR Médecine, et d'autre part, le comité de liaison et de réadaptation des handicapés domicilié à Paris,

Que suite à son décès, le montant total du capital décès à répartir entre les 2 bénéficiaires s'élevait à 38 322 euros et 72 centimes, soit 19 161 euros et 36 centimes par bénéficiaire,

Que le conseil de gestion de l'UFR Médecine, réuni le 10 avril 2013, a validé l'attribution des 19 161 euros et 36 centimes ; que le conseil d'administration de l'Université de Nice a en fait de même le 5 novembre 2013,

Que par courrier en date du 16 juin 2015, la caisse régionale Provence Côte d'azur a informé le laboratoire d'anatomie de l'UFR Médecine que le comité de liaison et de réadaptation des handicapés avait été dissous et qu'en l'état de l'impossibilité pour le mandataire judiciaire de recevoir les fonds, il était proposé au laboratoire d'anatomie de recevoir les fonds,

Que le conseil de gestion de l'UFR Médecine et le conseil d'administration de l'Université de Nice, réunis respectivement les 20 janvier 2016 et 14 juin 2016, ont validé l'attribution de ces nouveaux 19 161 euros et 36 centimes.

Que le 7 juillet 2016, le Crédit agricole a informé le laboratoire d'anatomie qu'en application de la réglementation afférente aux contrats d'assurance-vie, les capitaux-décès attachés au contrat avaient fait l'objet d'une revalorisation à hauteur de 11 260 euros et 02 centimes,

Que le conseil de gestion de l'UFR Médecine, réuni le 20 mars 2019, a donné un avis favorable à la perception de ces 11 260 euros et 02 centimes,

Qu'il appartient désormais au Conseil d'administration de valider cette nouvelle attribution de capitaux-décès afin d'émettre le titre de recettes et d'intégrer cette nouvelle recette au prochain budget rectificatif,

En considération de ces éléments,

VALIDE le versement des 11 260 euros et 02 centimes correspondant à la revalorisation des capitaux-décès du contrat d'assurance-vie PREDICA N° 891 00751679730, et objet du courrier du Crédit Agricole Provence côte d'azur du 7 juillet 2016, au profit du laboratoire d'anatomie de l'UFR Médecine.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité des voix.

Membres en exercice : 36

Quorum : 18

Présents et représentés : **23**

Pour le Président de l'Université
Nice Sophia Antipolis et par délégation
Le Vice-Président du Conseil d'Administration

Fait à Nice, le 30 avril 2019

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2019-24

PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET DE L'UNS LE 20 MAI 2019

TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES LE :

15 MAI 2019

Marc DALLOZ

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.